



**CONTROLE CANTONAL
DES FINANCES**

**Rue Dr. César-Roux 37
1014 Lausanne**

Rapport du Contrôle cantonal des finances sur l'audit des comptes annuels de l'Etat de Vaud pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2015

Mai 2016

Sommaire du Rapport

	Page
Sommaire du Rapport	2
Introduction	3
Cadre légal de la révision	3
➤ Loi sur les finances et application du MCH2	3
Travaux d'audit effectués	4
➤ Compétence générale du CCF	4
➤ Portée des travaux	4
➤ Limites des travaux	4
➤ Responsabilité du CCF	4
➤ Contrôle qualité dans l'audit (Normes d'audit suisses – NCQ1 / NAS 220)	5
Rapports du CCF	6
➤ Rapport sur l'audit des comptes annuels de l'Etat de Vaud	6
➤ Rapport de recommandations	6
➤ Procédure de consultation	7
Rapport sur les comptes annuels de l'Etat de Vaud	8
Notes	11
➤ CHUV	12
➤ Université de Lausanne	15
➤ Haute école pédagogique (HEP Vaud)	18
➤ Hautes écoles vaudoises de type HES	21

* * * * *

Introduction

Cadre légal de la révision

Le Contrôle cantonal des finances (CCF) a procédé à l'audit des comptes annuels de l'Etat de Vaud pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2015, conformément aux dispositions des articles 2, 4 et 11 de la loi du 12 mars 2013 sur le Contrôle cantonal des finances (LCCF).

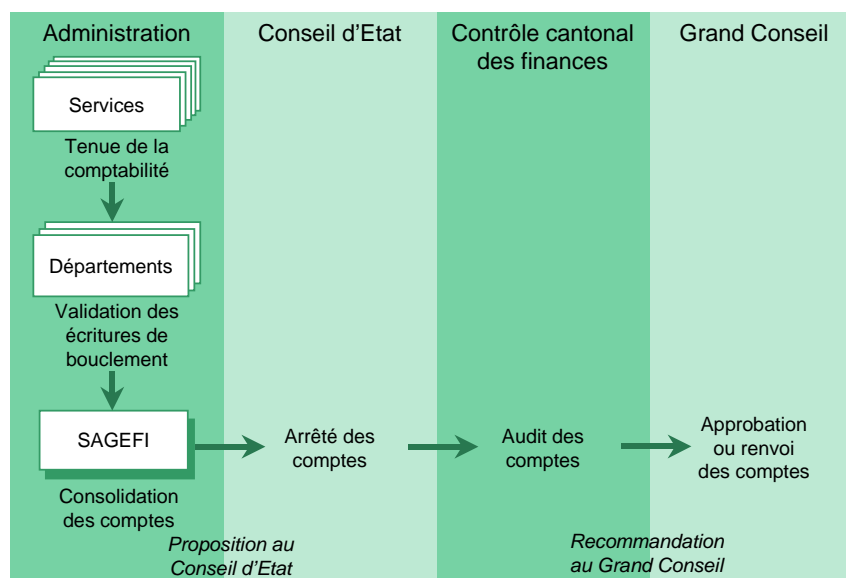
Il incombe à l'Administration cantonale, ainsi qu'aux établissements publics autonomes, de s'assurer de la tenue régulière de leur comptabilité, de la mise en place d'un système de contrôle interne efficace et de la présentation de leurs comptes annuels conformément à la législation en vigueur.

Par décision du Conseil d'Etat du 1^{er} décembre 2004, des précisions ont été apportées au processus de bouclage, renforçant le rôle des départements dans la validation des comptabilités des services et plus particulièrement, dans les opérations de bouclage.

Le Conseil d'Etat exerce pour sa part une mission de direction et de surveillance sur l'Administration et les établissements publics. Cette mission conduit le Conseil d'Etat à arrêter les comptes annuels de l'Etat de Vaud.

Le CCF est appelé à vérifier ces comptes et à émettre une opinion les concernant.

Le processus d'établissement et de bouclage des comptes se présente comme suit :



➤ Loi sur les finances et application du MCH2

En 2014, l'outil comptable PROCOFIEV a été remplacé par le progiciel SAP. Le Conseil d'Etat a profité de l'opportunité du changement d'outil informatique pour introduire, avec des dérogations, les recommandations de la Conférence des directeurs cantonaux des finances relatives au « Manuel modèle comptable harmonisé pour les cantons et les communes MCH2 » au travers d'une modification de la loi du 20 septembre 2005 sur les finances (LFin) qui est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2014.

Travaux d'audit effectués

Le CCF relève préalablement que sa mission, ses compétences et attributions liées, de l'audit des comptes annuels de l'Etat sont mentionnées aux articles 2, 4 et 11 de la loi du 12 mars 2013 sur le Contrôle cantonal des finances (LCCF).

➤ **Compétence générale du CCF**

En application des dispositions de l'article 2 LCCF, le CCF

« ...a pour mission de contrôler l'utilisation de tout argent public en s'assurant notamment du respect des principes de légalité, de régularité et d'efficacité. »

Au terme de l'article 4 LCCF, et sans être chargé de tâches d'exécution, le CCF est notamment compétent pour :

- a) l'audit des comptes annuels de l'Etat ;
- b) l'audit interne de l'Etat ;
- c) la vérification de la trésorerie ;
- d) le contrôle des livres tenus par les services et les offices ;
- e) le contrôle des valeurs du patrimoine et des inventaires ;
- f) la certification du système de contrôle interne de l'Etat (...)

L'article 11 LCCF donne les précisions suivantes quant à la mission du CCF :

« S'agissant de l'audit des comptes de l'Etat, le Contrôle cantonal des finances formule, à l'intention du Grand Conseil, une recommandation d'approbation, avec ou sans réserve, ou de renvoi au Conseil d'Etat. »

➤ **Portée des travaux**

Les travaux d'audit ont porté sur la légalité et la régularité de la comptabilité et des comptes annuels.

Le CCF a également le souci d'examiner, dans ce cadre, la sécurité de la gestion cantonale autrement dit le système de contrôle interne, soit l'ensemble des dispositions prises par l'Administration cantonale pour préserver les actifs de l'Etat et réduire le risque que ses engagements se trouvent accrus, sans que les autorités compétentes en aient valablement décidé ainsi.

Enfin, le CCF s'assure également dans le cadre de ses contrôles du bon respect de la procédure introduite dès le bouclage des comptes 2004 (décision du Conseil d'Etat du 1^{er} décembre 2004).

➤ **Limites des travaux**

La révision n'a pas pour objet un examen de la situation économique de l'Etat, ni une appréciation de l'opportunité de l'action publique.

Toutefois, lorsque le CCF relève des éléments qui lui paraissent devoir être portés à la connaissance de l'Administration cantonale, du Conseil d'Etat ou du Grand Conseil (Commissions des finances et de gestion, voire Commission de haute surveillance du Tribunal cantonal), il les avise par écrit des constats effectués, de sa propre position et formule le cas échéant des recommandations par l'intermédiaire du Rapport de recommandations pour l'amélioration des procédures et des contrôles internes.

➤ **Responsabilité du CCF**

Le CCF justifie des qualifications nécessaires à l'accomplissement de sa tâche ; il fait preuve de l'indépendance requise dans la conduite de ses travaux, conformément aux dispositions légales.

A cet égard, le CCF signale qu'il a obtenu, en novembre 2014, en tant que service, le renouvellement de l'agrément en qualité d'expert-réviseur de la part de l'Autorité fédérale de surveillance en matière de révision (ASR N° 502448). Il en est de même pour les collaborateurs du domaine d'audit comptable et financier qui répondent aux conditions de l'agrément en qualité soit d'expert-réviseur, soit de réviseur.

Sur 19,5 ETP, actuellement, 3 personnes sont au bénéfice de l'agrément en qualité d'experts-réviseurs et 4 personnes sont au bénéfice de l'agrément en qualité de réviseurs. Les collaborateurs des domaines spécialisés de l'audit interne (informatique, construction, juridique) ne sont pas concernés par l'agrément.

Cette démarche a pour effet de garantir non seulement un haut niveau de professionnalisme en matière d'audit des comptes de l'Etat et d'audit interne, mais permet aussi au CCF d'être agréé comme les fiduciaires mandatées par le Conseil d'Etat pour l'audit des comptes du CHUV, de l'UNIL, de la HEP ou des Hautes écoles vaudoises de type HES.

Le CCF est responsable de la planification et de l'exécution d'une révision en bonne et due forme, ainsi que de l'établissement du rapport d'audit y afférent, conformément aux normes d'audit suisses (NAS) par analogie.

Pour pouvoir assumer cette responsabilité, le CCF doit disposer de pouvoirs d'investigation étendus ; il ne saurait en aucune manière accepter une limitation quant à la nature et à l'étendue des vérifications qu'il jugera indispensables.

La responsabilité du CCF s'étend :

- A la préparation et à la planification de la révision.
- A un examen du système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes.
- A l'exécution des vérifications nécessitées par la nature et l'importance des rubriques des comptes annuels, en tenant compte d'une appréciation des risques et du contrôle interne.
- A la consignation dans des notes de révision de la nature et de l'étendue des vérifications effectuées et des résultats obtenus.
- Au respect du principe de l'importance relative (matérialité).

Les examens et vérifications du CCF reposent sur des analyses et des contrôles par sondages.

Le CCF tient compte du principe de l'importance relative (matérialité : caractère essentiel de l'information présentée), lors du choix des services à auditer, de la détermination des opérations de vérification et de l'évaluation des résultats de la révision. Une information est réputée importante si elle est de nature à inciter le destinataire des comptes annuels à se faire une opinion différente sur la situation financière et les résultats de l'Etat de Vaud.

Si, au cours de son travail, le CCF vient à rencontrer des faits qui lui paraissent insolites, il les examinera.

A l'issue de ses vérifications, le CCF peut parvenir à la conclusion qu'un événement ou une transaction n'a pas été correctement comptabilisé ou présenté dans les comptes annuels ; il s'en entretient aussitôt avec le service concerné et, le cas échéant, en fait état dans l'un des rapports qu'il produit.

➤ **Contrôle qualité dans l'audit (Normes d'audit suisses – NCQ1 / NAS 220)**

Compte tenu de l'agrément du CCF en qualité d'expert-réviseur, son activité en matière d'audit des comptes de l'Etat de Vaud doit faire l'objet d'un contrôle par un expert-réviseur agréé qui n'a pas participé aux travaux de révision, conformément aux exigences de l'ASR.

Dans la mesure où, actuellement, tous les collaborateurs du CCF qui sont inscrits au registre de l'ASR en qualité d'experts-réviseurs participent à la vérification annuelle des comptes de l'Etat de Vaud, il a été nécessaire de confier la tâche de contrôle précitée à un expert-réviseur agréé externe.

Pour les comptes 2015, l'expert-réviseur agréé externe a délivré l'attestation suivante, en date du 9 mai 2016 :

« Sur la base de nos travaux, nous pouvons confirmer que les mesures préconisées par la NCQ1 et la NAS 220 ont été mises en place par Monsieur le Chef de service du Contrôle cantonal des finances afin d'assurer un haut niveau qualitatif du travail exécuté lors de la vérification annuelle des comptes 2015 de l'Etat de Vaud ».

Rapports du CCF

Le CCF produit deux documents au terme de la révision des comptes annuels :

- *Le Rapport sur l'audit des comptes annuels de l'Etat de Vaud, suivi de notes comprenant les attestations d'organes de révision sur lesquelles le CCF peut s'appuyer pour émettre son propre rapport.*
- *Le Rapport de recommandations pour l'amélioration des procédures et des contrôles internes.*

Le premier rapport fait l'objet du présent document.

➤ Rapport sur l'audit des comptes annuels de l'Etat de Vaud

Le *Rapport sur l'audit des comptes annuels de l'Etat de Vaud* est adressé au Grand Conseil ; la révision a été établie conformément aux normes d'audit suisses par analogie.

Ce rapport traite **exclusivement** des comptes annuels sous l'angle de la légalité et de la régularité.

Dans son *Rapport sur l'audit des comptes annuels de l'Etat de Vaud*, le CCF recommande, avec ou sans réserve, l'approbation des comptes annuels ou leur renvoi au Conseil d'Etat (article 11 LCCF).

Le cas échéant, ce rapport fait état des réserves, observations et autres points complémentaires que le CCF porte à la connaissance du Grand Conseil.

Ce rapport est public (art. 18 LCCF).

➤ Rapport de recommandations

Le *Rapport de recommandations pour l'amélioration des procédures et des contrôles internes* rassemble l'ensemble des recommandations que le CCF délivre selon la distribution mentionnée à l'article 17 LCCF.

Ce rapport n'est pas public (art. 18 LCCF).

Ces recommandations reposent sur des constats et visent à améliorer les procédures comptables et les systèmes de contrôle interne de l'Administration.

Les différentes situations décrites dans ce *Rapport de recommandations* ne reposent pas sur une étude d'organisation. Dans le cadre de l'audit des comptes annuels, le CCF ne revoit pas l'intégralité des procédures et techniques de contrôle mises en place par l'Administration cantonale ; les vérifications diligentées par le CCF n'ont pas pour but d'établir des recommandations très détaillées ou d'évaluer l'adéquation des contrôles en vigueur pour prévenir ou détecter les erreurs et les irrégularités. En tout état de cause, le CCF concentre son attention sur les procédures de bouclage et d'établissement des comptes.

A cet égard, considérant les limites inhérentes de tout système de contrôle interne, des erreurs ou des irrégularités peuvent se produire et rester non détectées par le CCF.

➤ **Procédure de consultation**

Avant de délivrer ses rapports, le CCF a pris soin de consulter les services concernés, selon l'article 16 LCCF.

L'appréciation portée par les services en relation avec le rapport de recommandations est considérée par le CCF avant production finale des différents rapports. Lorsque l'appréciation des services n'est pas de nature à modifier la détermination du CCF, il est fait mention de cette divergence de vue dans le corps du rapport de recommandations.

Le cas échéant, l'appréciation des services est mentionnée dans le corps du rapport.

* * * * *



CONTROLE CANTONAL
DES FINANCES

Rue Dr. César-Roux 37
1014 Lausanne

Lausanne, le 10 mai 2016

Rapport sur les comptes annuels de l'Etat de Vaud à l'intention du Grand Conseil

Madame la Présidente,
Mesdames, Messieurs les Député(e)s,

En notre qualité d'organe de révision selon l'art. 11 de la loi du 12 mars 2013 sur le Contrôle cantonal des finances (LCCF), nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Etat (bilan¹, compte de résultat, compte de résultat opérationnel, compte de résultat extraordinaire, compte d'investissement, tableau des flux de trésorerie et annexe des comptes annuels de l'Etat) pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2015. Les travaux de révision ont été achevés le 9 mai 2016.

Responsabilité du Conseil d'Etat

La responsabilité de l'établissement des comptes annuels conformément aux prescriptions légales incombe au Conseil d'Etat. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le maintien d'un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels, afin que ceux-ci ne contiennent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En outre, le Conseil d'Etat est responsable du choix et de l'application des méthodes comptables appropriées, ainsi que des estimations comptables adéquates.

Responsabilité de l'organe de révision

Notre responsabilité consiste, sur la base de notre audit, à exprimer une opinion sur les comptes annuels. Nous avons effectué notre audit conformément aux prescriptions légales et aux Normes d'audit suisses (NAS) par analogie. Ces normes requièrent de planifier et réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne contiennent pas d'anomalies significatives.

Un audit inclut la mise en œuvre de procédures d'audit en vue de recueillir des éléments probants concernant les valeurs et les informations fournies dans les comptes annuels. Le choix des procédures d'audit relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation des risques que les comptes annuels puissent contenir des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en compte le système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels, pour définir les procédures d'audit adaptées aux circonstances, et non pas dans le but d'exprimer une opinion sur l'existence et l'efficacité de celui-ci. Un audit comprend, en outre, une évaluation de l'adéquation des méthodes comptables appliquées, du caractère plausible des estimations comptables effectuées ainsi qu'une appréciation de la présentation des comptes annuels dans leur ensemble. Nous estimons que les éléments probants recueillis constituent une base suffisante et adéquate pour former notre opinion d'audit.

¹ comprend également le bilan du CHUV

Nous avons disposé, dans le cadre de nos travaux, de l'autonomie et de l'indépendance prévues à l'article 2 LCCF.

Opinion d'audit

Selon notre appréciation, les comptes annuels pour l'exercice 2015 sont conformes à la loi sur les finances (LFin) de l'Etat de Vaud.

Nous recommandons au Grand Conseil, au sens de l'article 11 alinéa 1 de la loi du 12 mars 2013 sur le Contrôle cantonal des finances, d'approuver les comptes de l'Etat pour l'exercice 2015.

Paragraphe relatif à d'autres points de l'application de la loi sur les finances

Nous attirons l'attention sur le constat suivant qui ne remet pas en cause l'opinion exprimée ci-dessus.

Systeme de contrôle interne

L'article 16 alinéa 1 lettre e) LFin indique que les services sont responsables de mettre en place un système de contrôle interne (SCI). La démarche de mise en œuvre a débuté au sein des services avec l'appui du Service d'analyse et de gestion financières (SAGEFI) ; neuf services ont obtenu leur certification. A cet effet, une directive ad hoc du Conseil d'Etat, émise en septembre 2010, est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2011. Le déploiement d'un SCI au sens de l'article 16 LFin, auprès des services de l'administration, certes concrètement entamé, ne peut encore être considéré comme effectif.

Contrôle cantonal des finances



Thierry Bonard
Expert-comptable
diplômé
(Expert-réviseur agréé ASR
N° 106128)



Philippe Tamborini
Maîtrise universitaire ès
sciences (Master HEC)
(Expert-réviseur agréé ASR
N° 106079)

Les comptes annuels et le bilan de l'Etat de Vaud vérifiés par le Contrôle cantonal des finances sont présentés dans la brochure « Comptes 2015 de l'Etat de Vaud ». Nous les énumérons ci-après :

- Bilan au 31 décembre 2015
- Compte de résultat
- Résultat 2015 (comptes de résultat, de résultat opérationnel et de résultat extraordinaire)
- Compte des investissements
- Etat des dépenses d'investissement de l'exercice 2015
- Etat des dépenses d'investissement cumulés – Etat au 31 décembre 2015
- Tableau des flux de trésorerie du périmètre budgétaire
- Annexe des comptes annuels
 - Principes pour la présentation et la tenue des comptes
 - Titres et participations
 - Emprunts
 - Etat du capital propre
 - Financements spéciaux, fonds, dons et legs
 - Garantie et engagements conditionnels accordés par l'Etat de Vaud
 - Indicateurs financiers

- Comptes annexés – attestés par d'autres organes de révision
 - Service de l'Etat
 - Comptes du CHUV (*art. 11 al. 1 LHC*)
- Comptes annexés – attestés par d'autres organes de révision
 - Etablissements de droit public
 - Comptes de l'Université de Lausanne (*art. 40 al. 4 LUL*).
 - Comptes de la Haute école pédagogique (HEP Vaud) (*art. 31 al. 3 LHEP*).
 - Comptes des Hautes écoles vaudoises de type HES (HEIG-VD, ECAL, HESAV) (*art. 67 al. 3 LHEV*).

* * * * *

Notes

Les notes qui suivent complètent le *Rapport sur l'audit des comptes annuels de l'Etat de Vaud* dans le sens où il s'agit de présenter les attestations des organes de révision pour les entités suivantes :

Celle comprise dans les comptes annuels :

- CHUV

Celles relevant de dispositions légales particulières qui stipulent expressément que leurs comptes doivent figurer en annexe des comptes de l'Etat.

- Comptes de l'Université de Lausanne (*art. 40 al. 4 LUL*).
- Comptes de la Haute école pédagogique (HEP Vaud) (*art. 31 al. 3 LHEP*).
- Comptes des Hautes écoles vaudoises de type HES (HEIG-VD, ECAL, HESAV) (*art. 67 al. 3 LHEV*).

* * * * *

➤ **CHUV**

Statut du CHUV

En application des dispositions de l'article 11 de la loi du 16 novembre 1993 sur les Hospices cantonaux (LHC), les Hospices cantonaux dénommés Centre hospitalier universitaire vaudois (CHUV) tiennent leur propre comptabilité. Au sens de l'article 15 LHC, le résultat du CHUV est porté en augmentation ou en diminution de son Fonds de réserve. Les comptes du CHUV, en 2015, sont présentés dans l'annexe des comptes annuels de l'Etat de Vaud.

Les comptes du CHUV (bilan et comptes de résultat) sont également compris dans les comptes consolidés (bilan et comptes de résultat) de l'Etat de Vaud au sens des dispositions de la Recommandation N° 8 du MCH2. Ces comptes consolidés sont présentés, mais non audités, dans les notes d'informations de la brochure des comptes.

Audit des comptes annuels du CHUV

Par décision du Conseil d'Etat, le mandat de révision des comptes du CHUV a été confié à la société Ernst & Young SA. Le rapport de révision d'Ernst & Young SA a été délivré en date du 21 mars 2016. L'organe de révision conclut à la conformité de la comptabilité avec la loi sur les finances, la loi sur les Hospices cantonaux et son règlement et aux instructions émises par le SAGEFI.

Ernst & Young SA recommande l'approbation des comptes annuels, tout en informant par un rapport au Comité d'audit, sur le détail des constatations et conclusions relatives aux comptes de l'exercice 2015.



Ernst & Young SA
Avenue de la Gare 39a
Case postale
CH-1002 Lausanne

Téléphone +41 58 286 51 11
Téléfax +41 58 286 51 01
www.ey.com/ch

Centre Hospitalier Universitaire Vaudois CHUV, Lausanne

Lausanne, le 21 mars 2016
th2/53.3

Rapport du contrôleur des comptes au Conseil d'Etat

Conformément au mandat que vous nous avez confié, nous avons effectué l'audit de la comptabilité et des comptes annuels ci-joints du Centre Hospitalier Universitaire Vaudois CHUV, comprenant le bilan, le compte de profits et pertes, le tableau de flux de trésorerie et l'annexe pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2015.

Responsabilité de la Direction

La responsabilité de l'établissement des comptes annuels incombe à la Direction du Centre Hospitalier Universitaire Vaudois CHUV. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le maintien d'un système de contrôle interne relatif à l'établissement et à la présentation des comptes annuels afin que ceux-ci ne contiennent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En outre, la Direction est responsable du choix et de l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que des estimations comptables adéquates.

Responsabilité du contrôleur des comptes

Notre responsabilité consiste, sur la base de notre audit, à exprimer une opinion sur les comptes annuels. Nous avons effectué notre audit conformément aux Normes d'audit suisses. Ces normes requièrent de planifier et réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne contiennent pas d'anomalies significatives.

Un audit inclut la mise en œuvre de procédures d'audit en vue de recueillir des éléments probants concernant les valeurs et les informations fournies dans les comptes annuels. Le choix des procédures d'audit relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation des risques que les comptes annuels puissent contenir des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en compte le système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels, pour définir les procédures d'audit adaptées aux circonstances, et non pas dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comprend, en outre, une évaluation de l'adéquation des méthodes comptables appliquées, du caractère plausible des estimations comptables effectuées ainsi qu'une appréciation de la présentation des comptes annuels dans leur ensemble. Nous estimons que les éléments probants recueillis constituent une base suffisante et adéquate pour fonder notre opinion d'audit.



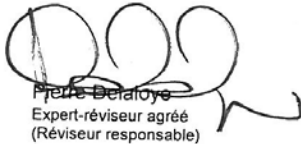
2

Opinion d'audit

Selon notre appréciation, la comptabilité et les comptes annuels pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2015 sont conformes à la loi du 20 septembre 2005 sur les finances du canton de Vaud (LFin), à la loi du 22 février 2005 sur les subventions (LSubv), à la loi du 17 mai 2005 sur les participations de l'Etat et des communes à des personnes morales (LPECSM), à la loi du 16 novembre 1993 sur les Hospices cantonaux (LHC), au règlement d'application du 20 mai 2009 de la loi du 16 novembre 1993 sur les Hospices cantonaux (RLHC) et aux instructions émises par le Service d'Analyse et de Gestion Financière de l'Etat de Vaud (SAGEFI).

Nous recommandons d'approuver les comptes qui vous sont soumis.

Ernst & Young SA



Pierre Berthelot
Expert-réviseur agréé
(Réviseur responsable)



Michael Ackermann
Expert-réviseur agréé

Annexe

- Comptes annuels (bilan, compte de profits et pertes, tableau de flux de trésorerie et annexe)

➤ Université de Lausanne

Statut de l'Université de Lausanne

L'Université de Lausanne (UNIL) est un établissement de droit public autonome, doté de la personnalité morale de par la loi du 6 juillet 2004 sur l'Université de Lausanne (LUL).

Cette loi, entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2005, institue notamment un nouveau régime financier renforçant l'autonomie de l'UNIL. Ainsi, depuis l'exercice 2005, l'UNIL est dotée d'une enveloppe budgétaire alimentée par une subvention cantonale annuelle. La Direction générale de l'enseignement supérieur (DGES) est en charge de sa surveillance. Conformément aux dispositions de la LUL, les comptes de l'UNIL sont annexés aux comptes de l'Etat.

Audit des comptes annuels de l'UNIL

Par décision du Conseil d'Etat, le mandat de révision des comptes de l'UNIL a été confié à la société Ernst & Young SA.

Le rapport de révision d'Ernst & Young SA a été délivré en date du 21 mars 2016. L'organe de révision conclut à la conformité de la comptabilité et des comptes annuels à la loi sur l'Université de Lausanne, au règlement d'application des dispositions financières, ainsi qu'à la loi sur les finances et aux règles de la comptabilité publique et aux instructions émises par le SAGEFI.

Ernst & Young SA recommande l'approbation des comptes annuels, tout en communiquant par un rapport au Comité d'audit, le détail des constatations et conclusions relatives aux comptes de l'exercice 2015.



Ernst & Young SA
Av. De la Gare 39a
Case postale
CH-1002 Lausanne

Téléphone +41 58 286 51 11
Téléfax +41 58 286 51 01
www.ey.com/ch

Université de Lausanne, Lausanne

Lausanne, le 21 mars 2016
mg/21.3

Rapport du contrôleur des comptes au Conseil d'Etat

Conformément au mandat que vous nous avez confié, nous avons effectué l'audit de la comptabilité et des comptes annuels ci-joints de l'Université de Lausanne, comprenant le bilan, le compte d'exploitation, le tableau de flux de trésorerie et l'annexe pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2015.

Responsabilité de la Direction

La responsabilité de l'établissement des comptes annuels incombe à la Direction de l'Université de Lausanne. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le maintien d'un système de contrôle interne relatif à l'établissement et à la présentation des comptes annuels afin que ceux-ci ne contiennent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En outre, la Direction est responsable du choix et de l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que des estimations comptables adéquates.

Responsabilité du contrôleur des comptes

Notre responsabilité consiste, sur la base de notre audit, à exprimer une opinion d'audit sur les comptes annuels. Nous avons effectué notre audit conformément aux Normes d'audit suisses. Ces normes requièrent de planifier et réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne contiennent pas d'anomalies significatives.

Un audit inclut la mise en œuvre de procédures d'audit en vue de recueillir des éléments probants concernant les valeurs et les informations fournies dans les comptes annuels. Le choix des procédures d'audit relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation des risques que les comptes annuels puissent contenir des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en compte le système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels, pour définir les procédures d'audit adaptées aux circonstances, et non pas dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comprend, en outre, une évaluation de l'adéquation des méthodes comptables appliquées, du caractère plausible des estimations comptables effectuées ainsi qu'une appréciation de la présentation des comptes annuels dans leur ensemble. Nous estimons que les éléments probants recueillis constituent une base suffisante et adéquate pour fonder notre opinion d'audit.



2

Opinion d'audit

Selon notre appréciation, la comptabilité et les comptes annuels pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2015 sont conformes aux dispositions prévues par la loi sur l'Université de Lausanne le 6 juillet 2004, au règlement d'application des dispositions financières de la loi du 6 juillet 2004 ainsi qu'à la loi sur les finances du canton de Vaud du 20 septembre 2005 (LFIN) et aux instructions émises par le Service d'Analyse et de Gestion Financière de l'Etat de Vaud (SAGEFI).

Nous recommandons d'approuver les comptes annuels qui vous sont soumis.

Ernst & Young SA

Serge Clément
Expert-réviseur agréé
(Réviseur responsable)

Pascal Tréhan
Expert-réviseur agréé

Annexe

- Comptes annuels constitués du bilan, du compte d'exploitation, du tableau de flux de trésorerie et de l'annexe

➤ Haute école pédagogique (HEP Vaud)

Statut de la Haute école pédagogique

La Haute école pédagogique (HEP Vaud) est un établissement de droit public autonome, doté de la personnalité morale de par la loi du 12 décembre 2007 sur la Haute école pédagogique (LHEP).

Cette loi institue l'autonomie et un nouveau régime financier de la HEP. Ainsi, depuis l'exercice 2012, la HEP Vaud est dotée d'une enveloppe budgétaire alimentée par une subvention cantonale annuelle. La Direction générale de l'enseignement supérieur (DGES) est en charge de sa surveillance. Conformément aux dispositions de la LHEP, les comptes de la HEP Vaud sont annexés aux comptes de l'Etat.

Audit des comptes annuels de la HEP Vaud

Par décision du Conseil d'Etat, le mandat de révision des comptes de la HEP Vaud a été confié à la société Deloitte SA.

Le rapport de révision de Deloitte SA a été délivré en date du 22 mars 2016. L'organe de révision conclut à la conformité de la comptabilité et des comptes annuels à la loi sur la Haute Ecole pédagogique, au règlement d'application des dispositions financières, ainsi qu'à la loi sur les finances.

Deloitte SA recommande l'approbation des comptes annuels. L'organe de révision communique par un rapport au Comité d'audit, le détail des constatations et conclusions relatives aux comptes de l'exercice 2015.



Deloitte SA
 Av. De Montchoisi 15
 Case Postale 460
 CH - 1001 Lausanne
 Tel: +41 (0)58 279 92 00
 Fax: +41 (0)58 279 93 00
 www.deloitte.ch

Rapport de l'organe de révision

Au Conseil d'Etat du Canton de Vaud

Haute école pédagogique (HEP Vaud), Lausanne

Rapport de l'organe de révision sur les comptes annuels

Conformément au mandat que vous nous avez confié, nous avons effectué l'audit des comptes annuels ci-joints de la Haute école pédagogique (HEP Vaud), comprenant le bilan, le compte d'exploitation et l'annexe pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2015.

Responsabilité du Comité de direction

La responsabilité de l'établissement des comptes annuels, conformément aux dispositions légales, incombe au Comité de direction. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le maintien d'un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels afin que ceux-ci ne contiennent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En outre, le Comité de direction est responsable du choix et de l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que des estimations comptables adéquates.

Responsabilité de l'organe de révision

Notre responsabilité consiste, sur la base de notre audit, à exprimer une opinion sur les comptes annuels. Nous avons effectué notre audit conformément aux Normes d'audit suisses. Ces normes requièrent de planifier et réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne contiennent pas d'anomalies significatives.

Un audit inclut la mise en œuvre de procédures d'audit en vue de recueillir des éléments probants concernant les valeurs et les informations fournies dans les comptes annuels. Le choix des procédures d'audit relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation des risques que les comptes annuels puissent contenir des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en compte le système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels, pour définir les procédures d'audit adaptées aux circonstances, et non pas dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comprend, en outre, une évaluation de l'adéquation des méthodes comptables appliquées, du caractère plausible des estimations comptables effectuées ainsi qu'une appréciation de la présentation des comptes annuels dans leur ensemble. Nous estimons que les éléments probants recueillis constituent une base suffisante et adéquate pour fonder notre opinion d'audit.

Audit. Fiscalité. Conseil. Financial Advisory.

Member of Deloitte Touche Tohmatsu Limited

Deloitte.

Haute école pédagogique (HEP Vaud), Lausanne
Rapport de l'organe de révision
pour l'exercice arrêté au
31 décembre 2015

Opinion d'audit

Selon notre appréciation, les comptes annuels pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2015 sont conformes à la loi sur la Haute école pédagogique du 12 décembre 2007 (LHEP), au règlement d'application de la loi du 12 décembre 2007 sur la Haute école pédagogique (RLHEP), au règlement d'application des dispositions financières de la loi du 12 décembre 2007 sur la Haute école pédagogique (RFin-LHEP) et à la loi sur les finances du Canton de Vaud du 20 septembre 2005 (LFIN).

Nous recommandons d'approuver les comptes annuels qui vous sont soumis.

Deloitte SA

Annik Jaton Hüni
Expert-réviseur agréé
Réviseur responsable



Steve Rigolet
Expert-réviseur agréé

Lausanne, le 22 mars 2016
AJH/SRI/fta

Annexes :

- Comptes annuels (bilan, compte d'exploitation et annexe)

➤ Hautes écoles vaudoises de type HES

Statut des Hautes écoles vaudoises de type HES

La Haute école de Santé Vaud – HESAV, la Haute école d'art et de design de Lausanne – ECAL ainsi que la Haute école d'ingénierie et de gestion du canton de Vaud – HEIG-VD sont des établissements de droit public dotés de la personnalité morale (ci-après : les Hautes écoles cantonales).

Ces Hautes écoles cantonales sont soumises au droit conventionnel intercantonal régissant la Haute école spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO), ainsi qu'à ses règlements, directives et dispositions d'application. La nouvelle législation, soit la loi sur les hautes écoles vaudoises de type HES (LHEV) du 11 juin 2013 est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2014, à l'exception notamment des dispositions financières qui sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2015.

Cette loi institue l'autonomie et un nouveau régime financier pour les trois Hautes écoles cantonales. La Direction générale de l'enseignement supérieur (DGES) est en charge de sa surveillance. Chaque Haute école cantonale établit sa propre comptabilité. Les comptes des Hautes écoles cantonales sont approuvés par le Conseil d'Etat et sont annexés aux comptes de l'Etat.

Audit des comptes annuels des Hautes écoles vaudoises de type HES

Par décision du Conseil d'Etat, le mandat de révision des comptes des trois Hautes écoles a été confié à la société Deloitte SA.

Les rapports de révision de Deloitte SA ont été délivrés en date du 23 mars 2016 pour l'HESAV et l'ECAL et le 29 mars 2016 pour l'HEIG-VD. L'organe de révision conclut pour les trois écoles à la conformité de la comptabilité et des comptes annuels à la loi sur les hautes écoles vaudoises de type HES, au règlement d'application, ainsi qu'à la loi sur les finances.

Deloitte SA recommande l'approbation des comptes annuels des trois Hautes écoles cantonales. L'organe de révision communique par un rapport aux Comités d'audit, le détail des constatations et conclusions relatives aux comptes de l'exercice 2015.



Deloitte SA
Av. De Montchoisi 15
Case Postale 460
CH – 1001 Lausanne
Tel: +41 (0)58 279 92 00
Fax: +41 (0)58 279 93 00
www.deloitte.ch

Rapport de l'organe de révision

Au Conseil d'Etat du Canton de Vaud

Haute Ecole d'Ingénierie et de Gestion du Canton de Vaud (HEIG-VD),
Yverdon-les-Bains

Rapport de l'organe de révision sur les comptes annuels

Conformément au mandat que vous nous avez confié, nous avons effectué l'audit des comptes annuels ci-joints de la Haute Ecole d'Ingénierie et de Gestion du Canton de Vaud (HEIG-VD), comprenant le bilan, le compte de résultats et l'annexe pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2015.

Responsabilité de la Direction

La responsabilité de l'établissement des comptes annuels, conformément aux dispositions légales, incombe à la Direction. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le maintien d'un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels afin que ceux-ci ne contiennent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En outre, la Direction est responsable du choix et de l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que des estimations comptables adéquates.

Responsabilité de l'organe de révision

Notre responsabilité consiste, sur la base de notre audit, à exprimer une opinion sur les comptes annuels. Nous avons effectué notre audit conformément aux Normes d'audit suisses. Ces normes requièrent de planifier et réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne contiennent pas d'anomalies significatives.

Un audit inclut la mise en œuvre de procédures d'audit en vue de recueillir des éléments probants concernant les valeurs et les informations fournies dans les comptes annuels. Le choix des procédures d'audit relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation des risques que les comptes annuels puissent contenir des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en compte le système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels, pour définir les procédures d'audit adaptées aux circonstances, et non pas dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comprend, en outre, une évaluation de l'adéquation des méthodes comptables appliquées, du caractère plausible des estimations comptables effectuées ainsi qu'une appréciation de la présentation des comptes annuels dans leur ensemble. Nous estimons que les éléments probants recueillis constituent une base suffisante et adéquate pour fonder notre opinion d'audit.

Audit. Fiscalité. Conseil. Financial Advisory.

Member of Deloitte Touche Tohmatsu Limited

Deloitte.

Haute Ecole d'Ingénierie et de Gestion du Canton de Vaud (HEIG-VD)
Rapport de l'organe de révision
Pour l'exercice arrêté au
31 décembre 2015

Opinion d'audit

Selon notre appréciation, les comptes annuels pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2015 sont conformes à la loi sur les hautes écoles vaudoises de type HES du 11 juin 2013 (LHEV), au règlement d'application de la loi du 11 juin 2013 sur les hautes écoles vaudoises de type HES (RLHEV), au règlement sur la gestion financière et les normes comptables des hautes écoles cantonales de type HES (RFin-HES) du 24 septembre 2014 et à la loi sur les finances du Canton de Vaud du 20 septembre 2005 (LFIN).

Nous recommandons d'approuver les comptes annuels qui vous sont soumis.

Deloitte SA

Annik Jaton Hüni
Expert-réviseur agréé
Réviseur responsable



Steve Rigolet
Expert-réviseur agréé

Lausanne, le 29 mars 2016

Annexes :

- Comptes annuels (bilan, compte de résultats et annexe)



Deloitte SA
Av. De Montchoisi 15
Case Postale 460
CH - 1001 Lausanne
Tel: +41 (0)58 279 92 00
Fax: +41 (0)58 279 93 00
www.deloitte.ch

Rapport de l'organe de révision

Au Conseil d'Etat du Canton de Vaud

Haute Ecole de Santé Vaud (HESAV), Lausanne

Rapport de l'organe de révision sur les comptes annuels

Conformément au mandat que vous nous avez confié, nous avons effectué l'audit des comptes annuels ci-joints de la Haute Ecole de Santé Vaud (HESAV), comprenant le bilan, le compte d'exploitation et l'annexe pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2015.

Responsabilité de la Direction

La responsabilité de l'établissement des comptes annuels, conformément aux dispositions légales, incombe à la Direction. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le maintien d'un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels afin que ceux-ci ne contiennent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En outre, la Direction est responsable du choix et de l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que des estimations comptables adéquates.

Responsabilité de l'organe de révision

Notre responsabilité consiste, sur la base de notre audit, à exprimer une opinion sur les comptes annuels. Nous avons effectué notre audit conformément aux Normes d'audit suisses. Ces normes requièrent de planifier et réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne contiennent pas d'anomalies significatives.

Un audit inclut la mise en œuvre de procédures d'audit en vue de recueillir des éléments probants concernant les valeurs et les informations fournies dans les comptes annuels. Le choix des procédures d'audit relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation des risques que les comptes annuels puissent contenir des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en compte le système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels, pour définir les procédures d'audit adaptées aux circonstances, et non pas dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comprend, en outre, une évaluation de l'adéquation des méthodes comptables appliquées, du caractère plausible des estimations comptables effectuées ainsi qu'une appréciation de la présentation des comptes annuels dans leur ensemble. Nous estimons que les éléments probants recueillis constituent une base suffisante et adéquate pour fonder notre opinion d'audit.

Audit. Fiscalité. Conseil. Financial Advisory.

Member of Deloitte Touche Tohmatsu Limited

Deloitte.

Haute Ecole de Santé Vaud (HESAV)
Rapport de l'organe de révision
Pour l'exercice arrêté au
31 décembre 2015

Opinion d'audit

Selon notre appréciation, les comptes annuels pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2015 sont conformes à la loi sur les hautes écoles vaudoises de type HES du 11 juin 2013 (LHEV), au règlement d'application de la loi du 11 juin 2013 sur les hautes écoles vaudoises de type HES (RLHEV), au règlement sur la gestion financière et les normes comptables des hautes écoles cantonales de type HES (RFin-HES) et à la loi sur les finances du Canton de Vaud du 20 septembre 2005 (LFIN).

Nous recommandons d'approuver les comptes annuels qui vous sont soumis.

Deloitte SA

Annik Jatón Hüni
Expert-réviseur agréé
Réviseur responsable



Vincent Ducommun
Expert-réviseur agréé

Lausanne, le 23 mars 2016

Annexes :

- Comptes annuels (bilan, compte d'exploitation et annexe)



Deloitte SA
Av. De Montchoisi 15
Case Postale 460
CH - 1001 Lausanne
Tel: +41 (0)58 279 92 00
Fax: +41 (0)58 279 93 00
www.deloitte.ch

Rapport de l'organe de révision

Au Conseil d'Etat du Canton de Vaud

Haute école d'art et de design de Lausanne - ECAL, Lausanne

Rapport de l'organe de révision sur les comptes annuels

Conformément au mandat que vous nous avez confié, nous avons effectué l'audit des comptes annuels ci-joints de la Haute école d'art et de design de Lausanne - ECAL, comprenant le bilan, le compte d'exploitation et l'annexe pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2015.

Responsabilité de la Direction

La responsabilité de l'établissement des comptes annuels, conformément aux dispositions légales, incombe à la Direction. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le maintien d'un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels afin que ceux-ci ne contiennent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En outre, la Direction est responsable du choix et de l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que des estimations comptables adéquates.

Responsabilité de l'organe de révision

Notre responsabilité consiste, sur la base de notre audit, à exprimer une opinion sur les comptes annuels. Nous avons effectué notre audit conformément aux Normes d'audit suisses. Ces normes requièrent de planifier et réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne contiennent pas d'anomalies significatives.

Un audit inclut la mise en œuvre de procédures d'audit en vue de recueillir des éléments probants concernant les valeurs et les informations fournies dans les comptes annuels. Le choix des procédures d'audit relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation des risques que les comptes annuels puissent contenir des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en compte le système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels, pour définir les procédures d'audit adaptées aux circonstances, et non pas dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comprend, en outre, une évaluation de l'adéquation des méthodes comptables appliquées, du caractère plausible des estimations comptables effectuées ainsi qu'une appréciation de la présentation des comptes annuels dans leur ensemble. Nous estimons que les éléments probants recueillis constituent une base suffisante et adéquate pour fonder notre opinion d'audit.

Audit. Fiscalité. Conseil. Financial Advisory.

Member of Deloitte Touche Tohmatsu Limited

Deloitte.

Haute école d'art et de design de Lausanne - ECAL
Rapport de l'organe de révision
Pour l'exercice arrêté au
31 décembre 2015

Opinion d'audit

Selon notre appréciation, les comptes annuels pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2015 sont conformes à la loi sur les hautes écoles vaudoises de type HES du 11 juin 2013 (LHEV), au règlement d'application de la loi du 11 juin 2013 sur les hautes écoles vaudoises de type HES (RLHEV), au règlement sur la gestion financière et les normes comptables des hautes écoles cantonales de type HES (RFin-HES) et à la loi sur les finances du Canton de Vaud du 20 septembre 2005 (LFIN).

Nous recommandons d'approuver les comptes annuels qui vous sont soumis.

Deloitte SA

Annik Jaton Hüni
Expert-réviseur agréé
Réviseur responsable



Vincent Ducommun
Expert-réviseur agréé

Lausanne, le 23 mars 2016

Annexes :

- Comptes annuels (bilan, compte d'exploitation et annexe)